



## Perfectionnement au niveau tertiaire

La formation professionnelle supérieure (FPS) en Suisse a une longue tradition et jouit d'une très bonne réputation. Les voies de formation comme les écoles supérieures (ES) ou les cours préparatoires aux examens professionnels et aux examens professionnels supérieurs sont ancrées au niveau tertiaire B. La FPS joue un rôle essentiel dans la formation des cadres et contribue à la compétitivité de l'économie suisse sur les plans national et international. Elle forme des personnes à même de diriger des petites et moyennes entreprises de manière autonome, ou des experts dans leur domaine. Seule filière du degré tertiaire à laquelle il est possible d'accéder sans certificat de maturité, la FPS est très hétérogène: 23 626 étudiants ont fréquenté une ES durant l'année scolaire 2011-2012, 16 483 personnes se sont préparées aux examens professionnels et 3 794 aux examens professionnels supérieurs, 12 791 personnes ont suivi une FPS non réglementée par la loi fédérale.

Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a lancé en 2013 un projet stratégique pour le développement et le renforcement de la FPS. Le projet est centré sur les questions de positionnement, de reconnaissance et de financement des formations de ce type. En raison de l'internationalisation du système de formation et de la mobilité sur le marché du travail, il devient vital pour la FPS de bien se positionner dans le système de la formation. Deux aspects principaux sont à prendre en compte: la formation doit d'une part avoir un profil clair par rapport à la formation tertiaire A et, d'autre part, pouvoir être comprise au niveau international. En effet, cette formation supérieure

telle qu'elle est proposée en Suisse n'existe pas en dehors des pays germanophones. Afin d'éviter une discrimination de ces diplômés sur le marché de l'emploi international, des demandes politiques pour la création d'un «Professional Bachelor/Master» (motion de Matthias Aebischer) ont été déposées. Toutefois, le SEFRI préconise une solution qui consiste à conserver les titres actuels et à y ajouter un complément en anglais basé sur le cadre national des certifications, dont la systématique permettrait une compréhension internationale du diplôme.

Autre problème délicat posé par la FPS: son financement. La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique a réglé de manière unifiée le financement public des ES en 2012. La libre circulation des étudiants sera ainsi une réalité dès l'année scolaire 2015-2016. Par contre, il n'existe pas encore de standards pour le financement des cours préparatoires aux examens fédéraux. Ces cours ne sont pas réglementés par le SEFRI. Leur qualité et leurs coûts sont soumis aux lois du marché: chaque participant choisit le cours qui le prépare le mieux à l'examen fédéral. Comment financer ces offres sans modifier ce mécanisme? Dans le cadre du projet stratégique, le SEFRI élabore une solution qui prévoit que la participation aux cours soit directement financée par la Confédération. Les discussions actuelles tournent autour du montant de cette subvention, du moment où elle serait versée et du passage du financement par les cantons à celui de la Confédération. Ce changement devrait avoir des conséquences sur la prochaine période couverte par le message FRI 2017-2020. *pyy*

### FPS et hautes écoles spécialisées

## Deux sœurs en conflit

Même si la formation professionnelle supérieure et les hautes écoles spécialisées se complètent, elles se livrent une concurrence féroce sur le marché du travail et dans la politique de formation. Le Parlement doit maintenant trancher sur la question des titres.

Par Rudolf Strahm, ancien «Monsieur Prix» et ancien conseiller national, président de la Fédération suisse pour la formation continue

— Sans la possibilité de formations continues reconnues au niveau fédéral, certains apprentissages dans des professions basées sur le savoir seraient considérés comme une voie sans issue en termes de carrière et d'accès aux connaissances. Un quart environ des titulaires d'un certificat fédéral de capacité (CFC) suivent tôt ou tard un perfectionnement de la formation professionnelle supérieure (FPS), et environ un sur six opte pour des études dans une haute école spécialisée (HES).

La diffusion de nouvelles technologies et connaissances des processus dans les PME passe aujourd'hui principalement par la FPS. Citons par exemple les techniques du bâtiment développées au cours des dix dernières années dans les domaines du

chauffage, de la technologie des capteurs, de l'énergie solaire ou des pompes à chaleur, de l'automatisation des bâtiments, de la mécatronique ou de l'informatique de gestion, ou encore, dans le domaine du commerce, l'introduction de nouvelles normes de comptabilité, le *controlling* des affaires, l'expertise comptable ou le domaine fiduciaire. Les diplômés de la FPS sont les maîtres, les chefs d'équipe, les cadres moyens des PME, ces dernières employant presque les deux tiers des actifs en Suisse.

### Une grande valeur, mais deux stigmates

Selon l'Office fédéral de la statistique, les diplômés de la FPS sont les professionnels les plus demandés sur le marché du travail. Dans le secteur secondaire, près de 20% des entreprises déclarent avoir des difficultés à recruter des diplômés de la FPS, alors que le taux est de 17% pour des titulaires d'un CFC et de 15% seulement pour des diplômés des hautes écoles (les chiffres sont pondérés selon la fréquence des entreprises).

La FPS présente toutefois deux stigmates. Premièrement, ses coûts élevés. De nombreuses écoles supérieures (ES) dépendent de services étatiques et bénéficient du soutien financier de la Confédération et des cantons; d'autres au contraire sont entièrement privées et une formation y coûte 8000 à 10000 francs par an. En comparaison, les frais d'études dans les hautes écoles de droit public s'élèvent à quelque 1500 francs par an. Les cours préparatoires aux examens professionnels et aux examens professionnels supérieurs sont payés par les participants ou l'association professionnelle, les examens étant désormais subventionnés à 60% par la Confédération. Une FPS sanctionnée par un brevet fédéral ou un diplôme fédéral

peut facilement coûter entre 20 000 et 35 000 francs. L'effet est clairement dissuasif: si l'employeur ne participe pas aux frais, une formation FPS est plus chère et présente davantage d'obstacles qu'une filière standard dans une haute école.

Deuxièmement, les diplômés de la FPS ne sont pas compatibles au niveau international et n'ont pas d'équivalence par rapport à des diplômes étrangers. Notre système en Suisse compte quelque 800 dénominations de brevets et diplômes fédéraux, qui jouissent certes d'une grande estime dans leur branche, mais auxquels il manque un titre générique désignant l'ensemble de ce niveau de formation. Pour comparaison, le CFC et l'AFP (attestation fédérale de formation professionnelle) sont des titres génériques pour toute la formation professionnelle initiale, de même que le bachelor, le master et le doctorat pour les hautes écoles. C'est pourquoi la FPS est si peu estimée et n'est ni connue ni reconnue dans la société. Il est effarant de constater avec quelle ignorance les universitaires font abstraction de la FPS, l'exemple le plus récent étant l'étude «Nationen im Innovationswettbewerb» de Beat Hotz-Hart et Adrian Rohner, dans laquelle la FPS n'apparaît tout bonnement pas en tant que canal de diffusion des technologies.

### Exigence de l'équivalence des titres pour les diplômés de la FPS

Dans le contexte de la libre circulation des personnes, des dizaines de milliers de diplômés de la FPS sont en concurrence avec des titulaires de bachelor ou de master étrangers qui ont moins de compétences et qui ne sont pas classés plus haut dans le cadre européen des certifications, mais qui possèdent un titre académique. Les milieux de la formation continue, les prestataires de formations, l'Union suisse des

### Comparaison: la formation tertiaire en chiffres

Qui sait que, pour les 28 500 diplômés annuels des hautes écoles, il y a environ 27 000 diplômés de la FPS? (Le calcul pour les hautes écoles englobe les universités, les écoles polytechniques fédérales et les HES sans compter à double les bachelors, masters et doctorats.) Cette comparaison atteste l'importance économique de la FPS au degré tertiaire. Les HES à elles seules comptent chaque année 13 500 diplômés (bachelors et masters comptés une seule fois ici aussi).

Les diplômés de la FPS étaient répartis comme suit en 2011:

- 7 100 diplômés des ES
- 13 100 brevets fédéraux (examen professionnel fédéral)
- 3 000 diplômés fédéraux (examen professionnel fédéral supérieur)
- 3 800 diplômés de la FPS non réglementée



Marginalisation menaçante dans les branches de l'économie basées sur le savoir: la valorisation de la FPS représente une question cruciale pour le système dual de formation professionnelle.

arts et métiers, les banques et d'autres employeurs exigent légitimement l'introduction des titres génériques de «Professional Bachelor» et de «Professional Master» pour les diplômés de la FPS en plus de la dénomination du diplôme.

Les HES mènent une guerre amère contre cette demande. L'association des *alumni* des HES polémique pour des raisons politiques contre l'équivalence de leurs titres avec ceux des institutions sœurs, qui revendiquent le «Professional Bachelor». L'état-major «Business Intelli-

gence» de la Haute école spécialisée de Zurich (ZHAW School of Management and Law) diffuse une «étude» d'Erica Lopez qui, avec des comparaisons injustifiées, arrive à la conclusion que le titre de «Professional Bachelor» de la FPS «affaiblirait la différence entre les HES et les ES en Suisse». Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a dépensé beaucoup d'argent pour une enquête auprès de responsables du personnel qui – ce n'est pas étonnant – ne savent même pas pour la majorité ce

qu'est la FPS. Même Stefan C. Wolter, professeur d'université, qui met souvent en avant les avantages de la formation professionnelle, s'oppose sans fondement scientifique et en raison de son statut à l'équivalence des titres.

Résultat: le SEFRI a recommandé de rejeter la valorisation des titres de la FPS sans toutefois proposer une meilleure solution. L'indication du titre dans un supplément au diplôme avec le niveau correspondant dans le cadre européen ou national des certifications, telle qu'elle est proposée par le SEFRI, ne remplace pas la réputation dans la société que confère un titre générique supérieur. Le classement de tous les diplômes professionnels dans un cadre des certifications va augmenter la bureaucratie. La balle est maintenant dans le camp du Parlement qui devra bientôt se prononcer sur la motion 12.3511 «Equivalence des diplômes de la formation professionnelle supérieure» du conseiller national Matthias Aebischer.

En conclusion, la valorisation de la FPS va sceller le sort du système de formation professionnelle duale. En effet, sans reconnaissance des titres de la FPS dans la société et sur le marché du travail, l'apprentissage dual risque d'être marginalisé, principalement dans les secteurs économiques basés sur le savoir. –

### Les HES face au piège de l'académisation

Les HES sont prises en étau entre une FPS axée sur la pratique et des universités tournées vers la théorie. Les diplômés des HES sont plus appréciés sur le marché du travail et ont un salaire environ équivalent à celui des titulaires d'un master universitaire, à l'exception des diplômés HES en design, musique, arts de la scène, danse et autres arts. Les HES tendent vers l'académisation. Elles demandent à leurs professeurs d'être titulaires d'un doctorat, que seules les universités peuvent délivrer, se privant ainsi de la possibilité de recruter des enseignants issus de la pratique. Elles aspirent ardemment à devenir des universités, mais sont souvent traitées

par les professeurs d'université comme des hautes écoles «de seconde zone», qui fonctionnent comme trop-plein pour les étudiants ou les professeurs qui ne franchissent pas les obstacles pour accéder aux universités. La subordination des HES au Conseil suisse des hautes écoles et à l'Agence suisse d'accréditation au sein du monstre organisationnel prévu par la loi fédérale sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE) à partir de 2015 va encourager leur recantonalisation et leur académisation. Dans certaines HES, en particulier en Suisse romande, la tendance va vers des classes de plus en plus composées de

titulaires de la maturité gymnasiale sans expérience professionnelle. Les HES enfreignent ainsi sciemment les conditions d'admission selon la LEHE pour les titulaires d'une maturité gymnasiale, qui prévoient une expérience professionnelle d'au moins une année. Cette orientation vers les gymnases contourne la marque de fabrique originelle des HES visant à proposer des formations équivalentes mais différentes par leur orientation pratique. En termes de réputation et d'employabilité, les HES sont prises au piège de l'académisation. Elles en ont bien conscience et sont donc offensives face à leur sœur, la FPS au degré tertiaire B.

## Examens professionnels et examens professionnels supérieurs

# Profil des diplômés

Les diplômés des examens fédéraux de la formation professionnelle supérieure se distinguent par bien des aspects des étudiants des hautes écoles. Ces différences jouent notamment un rôle important dans les débats publics, par exemple en matière de financement public.

Par Sarah Neukomm, politologue et cheffe de projet auprès d'econcept AG, et Ladina Rageth, sociologue et collaboratrice indépendante

– En 2010, environ 40% des diplômés du degré tertiaire ont été décernés dans le domaine de la formation professionnelle supérieure (FPS). Sur les quelque 28 000 diplômés de la FPS, 46% ont obtenu un brevet fédéral (examen professionnel EP) et 11% un diplôme fédéral (examen professionnel supérieur EPS). Au total, ce sont donc presque 16 000 personnes qui ont réussi un examen fédéral, ce qui souligne la grande importance de cette voie de formation dans le système éducatif suisse. La FPS permet d'acquérir les qualifications nécessaires à l'exercice d'activités professionnelles complexes impliquant des responsabilités élevées. On le constate aussi bien dans le profil des candidats aux examens fédéraux que dans leurs exigences professionnelles et salariales. Les candidats se démarquent nettement des étudiants des hautes écoles sur le plan socio-démographique et socioéconomique.

Alors que les candidats aux examens fédéraux sont majoritairement des hommes (EP: 61%, EPS: 83%), les femmes dominent de peu (52%) parmi les étudiants des hautes écoles. Les étrangers sont également davantage représentés dans les hautes écoles: les candidats à un EP ou à un EPS sont en général suisses (plus de 90%), alors que, dans les hautes écoles, près d'un étudiant sur cinq a une autre nationalité. Les candidats aux examens fédéraux sont aussi un peu plus âgés (30 ans en moyenne au moment de l'examen) que les étudiants d'une haute école.

L'accès à un examen fédéral nécessite d'avoir achevé une formation professionnelle initiale et de justifier d'une expérience professionnelle de plusieurs années. Les candidats attestent en moyenne de 17 années d'expérience professionnelle, et le temps écoulé depuis l'acquisition du dernier diplôme est en moyenne de huit à neuf ans. Pour les EP, il s'agit le plus souvent

d'un apprentissage. Dans le cas des EPS, 60% des candidats détiennent déjà un titre de la FPS. Les étudiants d'une haute école possèdent en général une maturité gymnasiale ou, en particulier dans le cas des hautes écoles spécialisées (HES), une maturité professionnelle. Dans les HES, la part des étudiants ayant suivi une formation professionnelle est tout de même de 49% pour les études à plein temps et de 74% pour les études en cours d'emploi.

La grande majorité des candidats (90%) exercent une activité dépendante à un taux de 90% au moins au moment de la préparation à l'examen fédéral. Les trois quarts des étudiants des hautes écoles ont certes un emploi rémunéré à côté de leurs études, mais à un taux d'activité nettement plus bas; 90% d'entre eux bénéficient encore du soutien de leur famille. Vu leur âge, les candidats aux examens fédéraux ont souvent des obligations familiales et financières: 26% des candidats aux EP et 39% des candidats aux EPS vivent en couple et ont des enfants ou sont parents célibataires. En comparaison, seuls 4% des étudiants d'une université et 7% des étudiants d'une HES ont déjà un enfant. En outre, une grande partie d'entre eux vivent encore chez leurs parents (40%), alors que ce cas de figure est très rare chez les candidats aux examens fédéraux. Ces derniers disent également avoir davantage de problèmes de conciliation des vies professionnelle et familiale et de manque de temps que de problèmes financiers.

Les coûts pour un titre fédéral sont nettement plus élevés que les frais pour des études dans une haute école: alors que les étudiants doivent s'acquitter d'environ 5000 francs au total pour un bachelor, les frais pour les cours préparatoires et l'examen s'élèvent en moyenne à quelque 11 000 francs pour les EP et à 16 000 francs

pour les EPS. Les coûts varient parfois fortement d'un examen à l'autre. Les candidats aux examens fédéraux financent leur formation en grande partie grâce à des contributions privées et à la participation de leur employeur. Les propres économies ou les aides des proches revêtent une grande importance: les deux tiers des candidats financent tout ou partie de leur formation avec des fonds privés. Le soutien apporté par l'employeur joue également un rôle clé: 57% des candidats aux EP et 67% des candidats aux EPS obtiennent une contribution sous la forme d'absences rémunérées ou de la prise en charge des frais de cours et d'examen.

La principale raison incitant à passer un examen fédéral est l'amélioration des chances sur le marché du travail. Un aperçu de la situation environ une année après l'examen montre que les attentes ont été comblées: l'obtention du brevet ou du diplôme s'est souvent traduite par une augmentation salariale (pour 90% des personnes) et par un élargissement des responsabilités (pour 40%). Un quart des personnes ont changé d'emploi dans l'année qui a suivi l'obtention du diplôme. –

Neukomm, S., Rageth, L., Bösch, L. (2011): Enquête auprès des candidates et candidats aux examens fédéraux dans le domaine de la FPS. Zurich, econcept AG. Téléchargement: [www.econcept.ch](http://www.econcept.ch)

### Top 5 des examens (2012)

1) Spécialiste en ressources humaines	909
2) Agent/e technico-commercial/e	715
3) Policier/ère	703
4) Formateur/trice	671
5) Spécialiste en finance et comptabilité	561

(en nombre de diplômés; source: OFS)

Marché du travail

# Salaire élevé rime avec titre élevé

L'enquête sur la formation professionnelle supérieure menée par le bureau Ecoplan – une entreprise de conseil et de recherche – confirme que les diplômes et titres de ce niveau de formation sont reconnus et bien établis sur le marché du travail. Mais ce bon positionnement est menacé par l'académisation croissante.

Par Philipp Walker et Thomas Bachmann, collaborateurs scientifiques chez Ecoplan et auteurs de l'étude présentée ici

– La formation professionnelle supérieure (FPS) est l'un des piliers du système dual de formation pratiqué en Suisse. Quelque 425 examens professionnels et examens professionnels supérieurs ainsi que 52 filières différentes en école supérieure couvrent le secteur de la formation professionnelle au niveau tertiaire (tertiaire B). Comme l'internationalisation du marché du travail et l'importance des hautes écoles spécialisées se renforcent, les discussions entre spécialistes du domaine et dans le monde politique portent aujourd'hui sur le positionnement et sur le financement de la FPS. Celle-ci doit en effet rester attrayante pour les futurs jeunes professionnels. C'est pourquoi le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a lancé début 2013 un projet stratégique «Renforcement de la formation professionnelle supérieure» en collaboration avec les organisations du monde du travail et les cantons.

Il est apparu au cours des travaux que peu d'informations étaient disponibles au sujet de la perception par la pratique des titres issus de la FPS et de l'importance qui leur est accordée. Le SEFRI a ainsi chargé Ecoplan de mener une enquête auprès des personnes responsables du recrutement du personnel dans des entreprises suisses. Sur les 5865 personnes contactées, 868 ont répondu à l'enquête en ligne sur la visibilité, la perception et l'évaluabilité des titres de la FPS.

### La FPS est bien établie

L'enquête a révélé que les titres de la FPS jouissent d'une large reconnaissance sur le marché du travail en Suisse. Dans 93% des entreprises ayant participé à l'enquête, au moins une personne employée possède un brevet fédéral ou un diplôme fédéral. Dans

75% des cas, il s'agit même de plusieurs personnes. Les titres de la FPS sont fréquents notamment dans la construction, l'industrie de transformation, le commerce, mais aussi dans les banques et les assurances. Les diplômés d'écoles supérieures sont également employés par 90% des entreprises. Ces diplômés sont particulièrement appréciés dans le secteur de la santé et du social. Les diplômés des hautes écoles sont moins fréquents que ceux de la FPS, et cela dans toutes les branches. Une nette préférence pour les diplômés d'une haute école est observable dans les administrations publiques et les entreprises de la branche des services technico-scientifiques.

La large présence de la FPS est certainement l'une des raisons expliquant pourquoi les responsables du recrutement estiment bien connaître la formation professionnelle supérieure et le système

### Les recruteurs embauchent plus volontiers des diplômés des hautes écoles pour des postes de direction: cette tendance risque de s'accroître

suisse de formation en général. Ils se sentent également en mesure d'apprécier bien ou très bien les compétences et caractéristiques représentées par les diplômés. Les compétences attribuées par les participants à l'enquête sur les personnes munies d'un titre de la FPS sont les connaissances professionnelles, l'autonomie au travail et l'expérience pratique. Par contre, les compétences attribuées aux diplômés des hautes écoles sont plutôt le large éventail de connaissances générales, la pensée

méthodique et systémique, la démarche scientifique ainsi que la capacité à diriger le personnel.

Il est apparemment plus facile d'apprécier et d'évaluer les compétences correspondant à une formation lorsqu'on la connaît pour l'avoir suivie soi-même ou pour avoir travaillé dans une branche où cette spécialité est plus fréquente que les autres. Mais d'une façon générale, nous avons constaté que les responsables du recrutement, selon leurs propres déclarations, peuvent nettement mieux apprécier les compétences spécifiques d'un candidat ou d'une candidate au bénéfice d'un titre de la FPS que les compétences d'un diplômé ou d'une diplômée d'une haute école.

### Titres peu pris en compte lors du recrutement

Pour faire le point de la situation en matière de formation professionnelle supérieure, il importe de se pencher sur la place accordée aux titres professionnels lors du recrutement ou plus généralement dans le développement de carrière. Il est en outre important d'observer le positionnement des titres de la FPS soumis à la concurrence d'autres titres, notamment ceux du tertiaire.

Contrairement aux attentes, les responsables du recrutement estiment que la concurrence entre les titres ne joue qu'un faible rôle lors de l'embauche. Cette appréciation pourrait s'expliquer par le fait que les préférences de ces responsables, en fonction d'un cahier des charges donné, vont dès le départ s'orienter clairement vers un titre issu d'une haute école ou vers un titre de la FPS. La formation qui sera préférée dépend fortement du profil d'exigences du poste ainsi que des caractéristiques de l'entreprise, en particulier de la

branche. D'une façon générale, on constate que plus le niveau de qualification demandé est élevé et plus l'employeur aura tendance à préférer un ou une candidate issue d'une formation académique. C'est ainsi que 48% des entreprises donneront la préférence à des candidats de formation académique pour des fonctions de gestion ou des tâches de direction, et qu'elles seront 64% à préférer un titre de la FPS pour un travail autonome et spécifiquement qualifié. Les préférences dépendent par ailleurs aussi du parcours de formation de la personne qui recrute et dont le choix se portera plutôt sur le titre qu'elle a elle-même obtenu.

Ces deux dernières années, l'importance du titre dans le processus de recrutement a augmenté et la concurrence entre les titres devrait s'accroître à l'avenir. Dans l'ensemble, les responsables du recrutement n'accordent qu'une importance moyenne au type de titre lors de la première sélection des dossiers de candidature. Des caractéristiques telles que l'expérience professionnelle, les compétences sociales et l'aptitude à travailler en équipe ont davantage de poids à ce stade.

Cependant, les titres ont une grande influence sur le salaire et la carrière. Dans 72% des entreprises, le titre influence la classe de salaire. Dans une entreprise sur trois, certaines classes de salaires ne peuvent être atteintes qu'avec une formation académique (université ou haute école spécialisée). De même, dans 65% des entreprises, certaines fonctions de conduite ne peuvent être exercées qu'avec un titre d'une haute école et, dans plus de la moitié des cas, il n'est pas possible d'être membre de la direction sans formation universitaire. Ainsi, indépendamment du processus de recrutement, les titres jouent un rôle important pour l'évolution du salaire et de la carrière.

### Positionnement et état des lieux de la FPS

Les informations collectées lors de l'enquête permettent dans l'ensemble de tirer un bilan positif concernant la notoriété, la visibilité, la perception et l'appréciation de



Nouveau pilotage de la formation: du primat du contenu à la promotion des compétences opérationnelles.

la FPS. Mais les résultats de l'enquête font aussi apparaître un certain nombre de défis:

- L'appréciation et la perception varient fortement selon le secteur d'activité, la taille de l'entreprise et le parcours de formation des personnes sondées. Un potentiel d'amélioration quant à l'appréciation et à la perception des titres de la FPS a notamment été identifié auprès des responsables du recrutement ayant suivi une filière en haute école et à l'étranger.
- Les titres de la FPS sont peu mis en relation avec des compétences de conduite. Cela révèle une contradiction évidente entre la perception par le marché du travail et les buts de la FPS.
- La valeur des titres lors du recrutement a augmenté au cours des dernières années. Le bon positionnement et l'appréciation correcte des compétences liées aux titres de la FPS vont donc gagner de l'importance dans le futur.
- Pour une partie des entreprises, l'accès à certaines positions de cadres n'est possible qu'avec un titre académique. Comme les responsables du recrutement ont tendance à embaucher des candidats

ayant suivi le même parcours de formation qu'eux, on risque d'assister à un renforcement de la préférence déjà existante pour les titres des hautes écoles en cas de recrutement pour des postes de conduite et de gestion.

Malgré la bonne situation de départ, il faut donc continuer de renforcer le positionnement de la FPS. Dans ce sens, il est important que les personnes qui ne disposent d'aucune expérience de formation dans ce secteur puissent apprécier correctement les compétences attachées aux titres de la FPS. Sinon, en cas d'académisation du management, la formation professionnelle supérieure risque de ne plus attirer les jeunes professionnels en raison du manque de perspectives de carrière. —

Ecoplan (2013): Befragung Höhere Berufsbildung. Wahrnehmung und Beurteilung der höheren Berufsbildung auf dem Arbeitsmarkt. Berne, SEFRI. Téléchargement (en allemand seulement): [www.sbf.admin.ch/hbb](http://www.sbf.admin.ch/hbb)